



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

Quatrième chambre

La demande d'avis introduite le 30 août 2018 par la Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'relatif aux prévisions budgétaires pluriannuelles des centres publics d'action sociale', a été rayée du rôle le 1^{er} octobre 2018, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.